

Fiscalité - Double Taxation - Double imposition sur les dividendes

LE PROBLÈME DE LA DOUBLE IMPOSITION SUR LES DIVIDENDES

Bien que la Commission européenne ait traduit l'État belge en justice en 2007 devant la cour européenne de justice au sujet de la double imposition des dividendes étrangers, aucun nouvel accord n'a encore été trouvé.

Les investisseurs belges qui perçoivent des dividendes sur des actions étrangères payent aujourd'hui une double retenue à la source : la retenue à la source dans le pays où la société est établie et ensuite le précompte mobilier belge au taux de 30%.

Cette double imposition réduit le dividende brut presque à néant, même s'il reste la possibilité de récupérer l'impôt payé à l'étranger. Mais cela nécessite beaucoup de paperasserie. Pour les actions françaises il existe un système plus efficace pour récupérer automatiquement la retenue à la source. Contactez votre représentant commercial pour plus de renseignements à ce sujet.

| Résumé de la retenue à la source à l'étranger | | |
|---|----------------------------------|-------------|
| Pays | Retenue à la source à l'étranger | Récupérable |
| Canada | 25% | 10% |
| Allemagne | 26,375% | 11,375% |
| France | 30% | 15% |
| Italie | 27% | 12% |
| Japon | 7% | 0% |
| Luxembourg | 15% | 0% |
| Pays-Bas | 15% | 0% |
| Suisse | 35% | 20% |

*Il s'agit ici d'un taux du droit commun. Pour certains pays, la retenue à la source peut différer d'un cas à l'autre.

Sur les dividendes canadiens la retenue à la source au taux réduit ne s'applique qu'après avoir rempli les formulaires nécessaires qui restent valables pendant 3 ans.

Nous mettons à disposition des demandes de récupération pour les dividendes français, allemands et suisses. Les autres pays européens compensent la double imposition de leurs ressortissants par l'impôt sur le revenu. Le système de la double imposition que seule la Belgique applique encore, est à l'avis de la Commission européenne, contraire aux règles fondamentales de la libre circulation des capitaux. Si la Commission européenne obtient gain de cause, la Belgique doit permettre à ses ressortissants de compenser la double imposition par l'impôt sur le revenu.